

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 9 MAI 2011, CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE, PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 27 JUILLET 2010, CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE, FIXANT LES STATUTS DU FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE POUR LES HÔTELS, RESTAURANTS, CAFÉS ET ENTREPRISES ASSIMILÉES.**

**Art. 1.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par « travailleurs » les travailleurs masculins et féminins.

**Art. 2.** L'article 3 § 12 de la convention collective de travail du 27 juillet 2010, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et enregistrée sous le numéro 101765/CO/302 est remplacé comme suit :

« Art. 3 § 12. D'assurer la distribution et la mise à disposition des moyens financiers qui sont perçus en exécution de la convention collective de travail du 9 mai 2011, portant modification et coordination des conventions collectives de travail relatives à la formation et à l'emploi et ce, au profit des trois Asbl régionales « Centre de Formation et de Perfectionnement du secteur horeca ».

Les moyens financiers seront distribués au sein du Fonds entre les trois Asbl proportionnellement à la masse salariale déclarée à l'Office national de la sécurité sociale selon les sièges d'exploitation des entreprises dans chaque Région (Région de Bruxelles-Capitale, Région wallonne, Région flamande) pour autant que ces données soient disponibles auprès de l'O.N.S.S. pour les employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Sous condition suspensive et seulement dans la mesure où les centres de formation régionaux développent leurs activités de formation, définies dans leurs statuts, et qu'ils ont, à cet effet, besoin de moyens financiers, ces derniers seront effectivement mis à leur disposition, par le Fonds, proportionnellement à leur besoin et transférés conformément à la procédure approuvée par les Conseils d'Administration du Fonds et des trois centres de formation régionaux. »

**Art. 3.** L'article 10 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit:

« Art. 10. La gestion administrative régionalisée du Fonds est assumée par les organisations régionales d'employeurs, représentées au sein du Fonds. Les moyens financiers, destinés à cette gestion, seront distribués au sein du Fonds entre les trois Asbl proportionnellement à la masse salariale déclarée à l'Office national de la sécurité sociale selon les sièges d'exploitation des entreprises dans chaque Région (Région de Bruxelles-Capitale, Région wallonne, Région flamande) pour autant que ces données soient disponibles auprès de l'O.N.S.S. et ce, pour la première fois pour l'année 1980, sur base des chiffres de la troisième année qui précède et à partir de l'année 2005, sur base des chiffres de la deuxième année qui précède. »

**Art. 4.** L'article 15 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est complété par ce qui suit :

« § 3. La demande de dispense des paiements anticipés ne peut être faite que par des employeurs qui ont effectué les paiements mensuels anticipés sur base régulière pendant au moins 3 ans selon les modalités fixées par la présente convention collective de travail, à l'exception d'une dérogation accordée par le Conseil d'Administration du Fonds. »

d

**Art. 5.** L'article 17 § 2 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit :

« Art. 17 § 2. A défaut de déclaration au 10 janvier, comme prévue au paragraphe précédent, l'employeur est redevable d'une indemnité forfaitaire de dédommagement de € 495, sans que ce montant puisse être inférieur au dommage réellement encouru. Quant aux employeurs bénéficiant d'une dispense de paiements anticipés, ils verront, de plus, cette dernière annulée. »

**Art. 6.** L'article 18 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est complété par ce qui suit :

« § 3. Pour les employeurs qui, conformément à l'art. 15 par. 2, sont dispensés des versements anticipés, l'intérêt de retard visé à l'art. 18 par. 2 court à partir du 15 janvier de l'année civile suivant celle pour laquelle le versement unique est dû et ce, jusqu'au jour du paiement. »

**Art. 7.** L'article 21 § 5 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est complété par ce qui suit :

« La prime individuelle sera estimée comme établie de manière incontestable à partir du moment où la condamnation de l'employeur à payer la prime et les cotisations y afférentes est passée en force de chose jugée. »

**Art. 8.** L'article 22 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit :

« Art. 22. Pour les travailleurs des employeurs pour qui suffisamment de paiements anticipés, comme visés à l'art. 15 § 1 et 2 des présents statuts, sont disponibles et pour qui, conformément à l'article 17 des présents statuts, une déclaration est disponible, la prime de fin d'année est payée après le respect des procédures prévues à l'article 21 § 1 à 4 inclus. »

**Art. 9.** L'article 23 § 1 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit :

« Art. 23. § 1. Pour les travailleurs des employeurs pour qui aucun paiement anticipé n'est disponible ou des paiements anticipés insuffisants et pour qui la prime a été déclarée, la prime individuelle sera estimée comme établie de manière incontestable. La prime de fin d'année est payée après le respect des procédures prévues à l'article 21 et à partir du moment où la condamnation de l'employeur à payer la prime et les cotisations y afférentes est passée en force de chose jugée. »

**Art. 10.** L'article 24 § 1 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit :

« Art. 24. § 1. A partir du 1<sup>er</sup> février de l'année calendrier qui suit l'année calendrier sur laquelle porte la prime de fin d'année, le droit à et le montant de la prime de fin d'année des travailleurs individuels qui, sur base des documents énumérés au § 3 du présent article, peuvent prouver le montant de leur prime de fin d'année, conformément à la convention collective de travail du 27 juillet 2010, et en font la déclaration au Fonds, sont estimés comme établis de manière incontestable. La prime de fin d'année est payée après le respect des procédures prévues à l'article 21 et à partir du moment où la condamnation de l'employeur à payer la prime et les cotisations y afférentes est passée en force de chose jugée. »

d

**Art. 11.** L'article 25 § 2 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit :

« § 2. Le Fonds paiera la prime de fin d'année aux travailleurs visés au paragraphe précédent, après le respect des procédures prévues à l'article 21 et à partir du moment où la condamnation de l'employeur à payer la prime et les cotisations y afférentes est passée en force de chose jugée. »

**Art. 12.** L'article 27 de la convention collective de travail, visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé comme suit :

« Art. 27. Les primes de fin d'année, visées à l'art. 13 alinéa 3 de la C.C.T. du 27 juillet 2010 octroyant une prime de fin d'année, qui ne sont pas encaissées par les travailleurs restent la propriété du Fonds. »

**Art. 13.** La présente convention collective de travail entre en vigueur le 9 mai 2011. Elle est conclue pour une période indéterminée. Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et aux organisations y représentées.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 9 MEI 2011, GESLOTEN IN HET PARITAIR COMITÉ VOOR HET HOTELBEDRIJF, TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 27 JULI 2010, GESLOTEN IN HET PARITAIR COMITÉ VOOR HET HOTELBEDRIJF, TOT VASTSTELLING VAN DE STATUTEN VAN HET WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS VOOR DE HOTEL-, RESTAURANT-, CAFÉ- EN AANVERWANTE BEDRIJVEN.**

**Art. 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werknemers" verstaan de mannelijke en vrouwelijke werknemers.

**Art. 2.** Artikel 3 § 12 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juli 2010, gesloten in het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf en geregistreerd onder het nummer 101765/CO/302 wordt vervangen als volgt:

"Art. 3 § 12. Het verdelen en ter beschikking stellen van de financiële middelen die in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 mei 2011 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende vorming en tewerkstelling werden ontvangen en dit ten voordele van de drie regionale V.Z.W.'s "Centrum voor Vorming en Vervolmaking in de Horecasector".

De financiële middelen zullen in de schoot van het Fonds tussen de drie V.Z.W.'s verdeeld worden naar evenredigheid met de loonmassa aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en dit volgens de uitbatingszetels van de ondernemingen in ieder gewest (Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vlaams en Waals Gewest) voor zover deze gegevens bij de RSZ beschikbaar zijn voor de werkgevers die onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf ressorteren.

Onder opschortende voorwaarde en enkel in die mate dat de regionale vormingscentra hun statutair vastgelegde vormingswerkzaamheden ontwikkelen, en in functie daarvan, financiële middelen nodig hebben, zullen deze effectief te hunner beschikking gesteld worden, door het Fonds, verhoudingsgewijs tot hun behoeften en doorgestort worden overeenkomstig de procedure goedgekeurd door de Raden van Beheer van het Fonds en de drie regionale vormingscentra."

**Art. 3.** Artikel 10 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. Het geregionaliseerd administratief beheer van het Fonds wordt door de regionale werkgeversorganisaties, vertegenwoordigd in het Fonds, waargenomen. De financiële middelen, welke voor dit beheer zijn bestemd, zullen in de schoot van het Fonds tussen de drie V.Z.W.'s verdeeld worden naar evenredigheid met de loonmassa aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en dit volgens de uitbatingszetels van de ondernemingen in ieder gewest (Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vlaams en Waals Gewest) voor zover deze gegevens bij de RSZ beschikbaar zijn, en dit voor de eerste maal voor het jaar 1980, op basis van de cijfers van het derde jaar dat eraan voorafgaat en vanaf het jaar 2005 op basis van de cijfers van het tweede jaar dat eraan voorafgaat."

**Art. 4.** Artikel 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt aangevuld als volgt:

“§ 3. Het verzoek tot ontheffing van de maandelijkse voorafbetalingen kan enkel worden gedaan door werkgevers die ten minste 3 jaar op regelmatige wijze hun maandelijkse voorafbetaling betaalden volgens de modaliteiten bepaald in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, behoudens een afwijking toegestaan door de Raad van Beheer van het Fonds.”

**Art. 5.** Artikel 17 § 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

“Art. 17 § 2. Bij gebrek aan aangifte op 10 januari zoals bedoeld in de vorige paragraaf, is de werkgever een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd van € 495, zonder dat dit bedrag lager kan zijn dan de werkelijk geleden schade. Bovendien gaat voor die werkgevers ontheven van maandelijkse voorafbetalingen, het voordeel van deze vrijstelling van voorafbetaling verloren.”

**Art. 6.** Artikel 18 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt aangevuld als volgt:

“§ 3. Voor de overeenkomstig artikel 15 §2 van de voorafbetalingen ontslagen werkgevers loopt de in artikel 18 § 2 vermelde verwijlinterst vanaf 15 januari van het kalenderjaar volgend op het kalenderjaar waarvoor de eenmalige betaling is verschuldigd tot op de dag van de betaling.”

**Art. 7.** Artikel 21 § 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt aangevuld als volgt:

“De individuele premie zal geacht worden onomstotelijk vast te staan vanaf het ogenblik dat de veroordeling van de werkgever tot betaling van de eindejaarspremie en de daarop verschuldigde bijdragen kracht van gewijsde gekregen heeft.”

**Art. 8.** Artikel 22 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

“Art. 22. Voor werknemers van werkgevers voor wie voldoende voorafbetalingen bedoeld in artikel 15 § 1 en § 2 van onderhavige statuten beschikbaar zijn, en voor wie, overeenkomstig artikel 17 van onderhavige statuten een aangifte beschikbaar is, wordt de eindejaarspremie uitbetaald na naleving van de procedures voorzien in artikel 21 § 1 tot en met 4.”

**Art. 9.** Artikel 23 § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

“Art. 23 § 1. Voor werknemers van werkgevers voor wie geen of onvoldoende voorafbetalingen beschikbaar zijn en voor wie de premie werd aangegeven, zal de individuele premie geacht worden onomstotelijk vast te staan. De eindejaarspremie wordt uitbetaald na naleving van de procedures voorzien in artikel 21 en vanaf het ogenblik dat de veroordeling van de werkgever tot betaling van de eindejaarspremie en de daarop verschuldigde bijdragen kracht van gewijsde heeft gekregen.”

**Art. 10.** Artikel 24 § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

“Art. 24 § 1. Vanaf 1 februari van het kalenderjaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de eindejaarspremie betrekking heeft, wordt het recht op en het bedrag van de eindejaarspremie van de individuele werknemers die op basis van de documenten opgesomd in § 3 van dit artikel het

f

bedrag van hun eindejaarspremie kunnen bewijzen overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juli 2010, en hiervan aangifte doen bij het Fonds, geacht onomstotelijk vast te staan. De eindejaarspremie wordt uitbetaald na naleving van de procedures voorzien in artikel 21 en vanaf het ogenblik dat de veroordeling van de werkgever tot betaling van de eindejaarspremie en de daarop verschuldigde bijdragen kracht van gewijsde heeft gekregen.”

**Art. 11.** Artikel 25 § 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Het Fonds zal aan de werknemers bedoeld in voorgaande paragraaf de eindejaarspremie uitbetalen na naleving van de procedures voorzien in artikel 21 van onderhavige statuten en vanaf het ogenblik dat de veroordeling van de werkgever tot betaling van de eindejaarspremie en de daarop verschuldigde bijdragen kracht van gewijsde heeft gekregen. “

**Art. 12.** Artikel 27 van de collectieve arbeidsovereenkomst vermeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt:

“Art. 27. De eindejaarspremies bedoeld in art. 13 derde alinea van de C.A.O. van 27 juli 2010 tot toekenning van een eindejaarspremie die niet door de werknemers worden geïnd blijven eigendom van het Fonds.”

**Art. 13.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 9 mei 2011. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf en aan de daarin vertegenwoordigde organisaties.